

Libertés publiques 7

Maître Dominique Inchoispé.

Il a publié différents ouvrages sur la justice pénale dont un sur l'habeas corpus

L'HABEAS CORPUS

« Amenez-moi le corps du prisonnier que vous détenez afin que je (le juge) puisse vérifier que vous avez un titre de détention légal (vérification formelle)¹ ».

Issu de la Common Law, le *writ of habeas corpus* est présenté comme ayant été institué à l'origine, dans la Magna Carta de 1212, par les juristes.

En vérité les constructions de l'habeas corpus sont intervenues en réaction au pouvoir royal.

La Magna Carta fut imposée en 1212 par les barons britanniques à Jean sans Terre. On n'y trouve pas l'habeas corpus mais d'autres idées proches. Lesquelles instituent des droits de l'Homme fondamentaux : tels qu'être jugé sur la base de preuves et par ses pairs.

L'habeas corpus est une base jurisprudentielle qui sert à éviter les emprisonnements abusifs.

A partir du XV^{ème} siècle, un changement radical est opéré : on cesse de l'utiliser dans les procédures de droit commun pour ne l'utiliser que dans des procédures mettant en cause les grands barons contre les souverains britanniques aux comportements extrêmement violents et cruels.

Deux grandes dynasties se succèdent pendant cette période les Tudor (régnant de 1485 à 1603 sur l'Angleterre. Ils étaient particulièrement violents, avec leurs opposants politiques et eurent notamment Henri VIII) et les Stuart (1603 – 1714).

Henri VIII crée en 1525², une juridiction particulière la « chambre étoilée », juridiction d'exception restreinte qui va pouvoir confisquer les biens de particuliers sans pouvoir prononcer la peine de mort, mais par contre elle pourra prononcer notamment la torture... Ce tribunal ne sera aboli qu'en 1641 par le *Long Parlement*.

1596, des magistrats adoptent une résolution qui critique le fonctionnement des procédures d'habeas corpus. Mais cette résolution ne sera pas suivie d'effet.

Des commissions d'exception et d'absolutisme sont instituées : « oyez et terminez³ » et « bill of attainder⁴ », qui font obligation d'instruire en l'absence du prévenu.

Le XVII^{ème} siècle connaîtra deux révolutions britanniques, aboutissant à une monarchie parlementaire.

- En 1627, suite à la rébellion de chevaliers contre un impôt forcé et à l'enfermement de l'un d'entre eux, une procédure d'habeas corpus est lancée, pour faire dire que son emprisonnement est illégal. A quoi le procureur répond qu'engagée sur ordre du roi, la procédure reste justifiée.

- Dans la foulée de cette affaire, en 1628 est publiée la Petition of Rights : liste de droits publics que les barons demandent au roi Charles Ier de respecter.

¹ Ou plus précisément d'une formule latine "*habeas corpus ad subjiciendum et recipiendum*", littéralement : que tu aies, amènes ton corps, pour que je le reçoive et le soumette / l'assujettisse.

² En réalité, la chambre étoilée, ou *Star Chamber*, a été créée par Henri VII en 1487. Elle est une « cour chargée de poursuivre les coupables d'infractions à la paix publique, et particulièrement les grands du royaume qui échappent aux juridictions communes. Au cours du XVI^e siècle, l'évolution conduit à l'instauration d'une véritable cour de justice régulière, appliquant les dispositions de la common law et apportant son appui aux autres tribunaux lorsque leurs sentences sont bafouées ; cette cour est alors amenée à juger aussi les cas de fraude, de faux et de parjure que les cours ordinaires sont incapables d'évoquer. La Chambre étoilée (*Star Chamber*) est un instrument de pouvoir absolu entre les mains du roi et lui permet d'obtenir rapidement satisfaction dans les cas de désobéissance, de rébellion ou de contestation des lois et arrêts ; elle peut aussi, peut-être dès Édouard VI, à coup sûr sous Élisabeth Ire, être saisie par des particuliers qui, ayant engagé ailleurs des procès civils, essaient d'accélérer la décision en présentant leurs adversaires comme des menaces pour l'ordre » Encyclopédie Universalis.

³ "oyer and terminer", ou encore "audiendo et terminando", English crim. law. A writ, or rather a commission, directed to certain persons for the trial and punishment of such persons as have been concerned in a riotous assembly, insurrection or other heinous misdemeanor. Source: Bouviers Law Dictionary 1856 Edition

⁴ **act or writ [acte judiciaire] of attainder** is an act of legislature declaring a person or group of persons guilty of some crime and punishing them without benefit of a trial [procès]. The word "attainder", meaning "taintedness", [wantant dire: totalement corrompu, souillé], is part of English common law: a criminal **condemned for a serious crime, whether treason or felony** (but not misdemeanor, which referred to less serious crimes), could be declared "attainted", meaning that his civil rights were nullified: he could no longer own property or pass property to his family by will or testament. His property could consequently revert to the Crown or to the mesne lord [son fief]. Any peerage titles would also revert to the Crown. The convicted person would normally be punished by judicial execution as well.

The first use of attainder was in 1321 against the Earl of Winchester and the Earl of Gloucester, who both shared the name Hugh le Despenser, (note that they were attainted not for opposing the King but for supporting the King).

Définition en droit américain (Bouvier): legislation, punishment. An act of the legislature by which one or more persons are declared to be attainted, and their property confiscated.

La formulation est calée sur l'affaire du Chevalier d'Arnelle en 1626, qui fut condamné à avoir les oreilles tranchées.

La première révolution britannique commence par série de lois fortes dont en 1641, l'abolition de la juridiction spéciale de la Chambre étoilée et la présentation du mécanisme de l'habeas corpus.

Lors de la deuxième révolution, en 1649, s'engage la période de Cromwell et l'exécution de Charles Ier, lutte contre l'absolutisme du monarque à l'instigation du parlement.

Cromwell s'était institué tel en 1581, le Stathouder⁵ Guillaume d'Orange, « protecteur » du royaume. Il sera suivi par un nouveau roi : Charles II fils de Charles Ier.

Ce retour à la monarchie repasse par un exercice vigoureux du pouvoir, accompagné d'abus en matière d'habeas corpus.

Exemples :

En 1670 Affaire « BUSHELL ».

En 1676 Affaire Jenke : orateur contestataire, emprisonné, engage des procédures d'habeas corpus. Toutes seront rejetées.

Le Parlement va prendre la **loi de 1679**, véritablement fondatrice de l'habeas corpus, à l'instigation des Whigs⁶ : c'est ***l'Habeas Corpus Act***. Voir particulièrement l'article 2, dont notamment l'exigence de la vérification d'une cause véritable de la détention de la personne⁷. L'article introductif est le résumé de ce qui avait été formulé en 1596 par les magistrats à Elizabeth Ier.

Cette loi ne s'applique ni aux cas de trahison, ni aux cas de félonie (jugements par jury).

Mais le même texte prévoit quand même des garanties pour les félonies.

L'habeas corpus ne s'applique qu'à des gens normaux. Il n'est pas applicable à des gens qui sont accusés de peines pénales graves (passibles de plus d'un an de prison).

Face à ce résultat, l'Ordonnance de Villers-Cotterêts existait en France depuis bien longtemps, qui imposait la comparution des prévenus sous 24 heures devant un juge⁸.

La loi fondatrice de l'habeas corpus a donc eu une genèse difficile et laborieuse.

Présenté comme un parangon de protection des libertés publiques, l'habeas corpus ne protège pas en cas de félonies, ni en cas de trahison.

Le Bill of Rights de 1688, interdit les cautions excessives et organise la dévolution de la Couronne Britannique.

La monarchie Britannique passe aux Hanovre et avec eux, s'installe un régime parlementaire : les libertés publiques ne sont plus malmenées.

L' habeas corpus ne va plus être utilisé pour la défense des libertés publiques, mais dans quelques seuls cas résiduels (protection des mineurs, des esclaves... C'est ainsi le cas d'un esclave qui s'échappe en Jamaïque, son avocat faisant un habeas corpus. Le juge le reçoit et énonce que toute personne qui touche le territoire britannique a le droit à l' habeas corpus, en conséquence, il prononce sa remise en liberté.

La procédure pénale britannique produisait alors chaque année 200 condamnation à mort.

⁵ Littéralement, stathouder veut dire : *pensionnaire*, ce qui est une nuance importante avec le titre de *protecteur* que porte Cromwell.

⁶ Wikipédia : La Couronne ordonne nombre d'arrestations arbitraires et diverses manœuvres, comme le déplacement des personnes de prison en prison, voire la déportation outre-mer, hors du ressort des tribunaux anglais, permettent de soustraire les personnes visées à leur juge. Encore faut-il aussi que le juge soit disposé à s'opposer au roi, ce n'est pas toujours le cas. Quand la crise se noue, en 1679, Lord Shaftesbury, le chef du parti Whig, parvient à faire voter la Loi sur l'habeas corpus le dernier jour de la session du Parlement, que le roi vient de renvoyer.

⁷ *Lorsqu'une personne sera porteur d'un habeas corpus adressé à un shérif, geôlier ou autre officier, en faveur d'une personne soumise à leur garde, et que cet habeas corpus sera présenté aux dits officiers ou laissé à la prison à un des sous-officiers, ceux-ci devront, dans les trois jours de cette présentation (...), et après garantie que le prisonnier ne s'évadera pas en route, renvoyer cet ordre ou writ et représenter l'individu devant le lord chancelier ou les juges de la Cour d'où émane le writ, ou devant telle autre personne qui doit en connaître le motif. D'après la teneur dudit writ, l'officier devra de même déclarer le motif de la détention.*

⁸ Pas trouvée...

Cas, en 1796, d'un soldat, poursuivi pour trahison, incarcéré et condamné à mort. Il engage une procédure d' habeas corpus, faisant valoir qu'au moment des faits il était soldat en France. Sa requête est favorablement accueillie mais trop tard il se serait suicidé avant sa libération...

A partir du début du XIXème siècle, les *Justice of Peace* se développent.

Se met alors en place un magistrat de l'ordre judiciaire, chargé de statuer sur la légalité de la détention.

Donc on n'a plus besoin de la procédure d'habeas corpus dans des cas communs de procédure pénale.

Une dernière utilisation en fut faite par les défenseurs de Pinochet lors de son hospitalisation en Angleterre.

Aux USA, il existe une véritable autonomie de chaque état pour constituer son propre code de procédure pénale (lesquels sont finalement assez proches les uns des autres).

De plus on rencontre le problème de la question de l'épuisement nécessaire des voies de recours devant les états, avant la saisine de la Cour Suprême.

Face à cela, les juristes engagent des procédures d' habeas corpus : sur la base du *Federal Habeas Corpus Act* codifiant la proc jurisprudence, construite sui generis.

L'habeas corpus y est une procédure alternative mais rendue obsolète par des textes ultérieurs.

L'habeas corpus est désormais utilisé comme des pourvois en cassation parallèles (notamment pour arguer de l'incompétence des avocats).

Caractère résiduel de l' habeas corpus :

De même en Espagne, le code de proc pénal en contient des cas d'habeas corpus, limités à tout ce qui n'est pas pénal.

L' habeas corpus est un contrôle de légalité n'est pas un contrôle de l'opportunité.

Ne porte pas sur les crimes les plus importants

Procédure bouche trou.

Procédure pénale britannique :

Les preuves se constituent à l'audience.

Le parquet qui fait toutes les enquêtes n'a pas l'obligation de communiquer les preuves à l'autre partie.

Ce qui explique le grand usage aux USA de l'habeas corpus quand les preuves sont enfin révélées pour donner droit à des innocents.

Alors que dans la procédure pénale française : quand on juge, on connaît déjà l'affaire, car on a déjà fait des enquêtes et mené une instruction.